

Sciences Po et EHESS

Journée d'étude :

**Le retour des classes sociales dans les mondes post-socialistes ?
Conditions et modalités d'un renouveau des grilles de lecture du monde
social post-socialiste**

Date et Lieu : le 13 juin 2017, au CERI- Sciences Po Paris, 56 rue Jacob, 75006 Paris,

Salle de conférences

**Sous la responsabilité de Mihaela HAINAGIU, EHESS, Paris et Jean-Louis ROCCA,
Sciences Po, Paris**



Manifestations de Bucarest février 2017 @Mediafax

ARGUMENTAIRE :

« Il y a une Roumanie qui réclame des aides et des augmentations de salaires, et une autre qui ne réclame pas tout ça. La Roumanie qui ne réclame pas des aides et des augmentations de salaire, du SMIC, n'apprécie pas si les salaires gigantesques sont enfin soumis aux impôts, elle critique toute action d'octroi des aides par le gouvernement, quand les inégalités et la pauvreté se creusent. Cette Roumanie bien propre n'exige pas de l'argent, elle exige qu'elle soit exemptée d'impôts, elle réclame des privilèges et de l'exclusivisme. La Roumanie pas lavée réclame des petites augmentations de salaire et des petites retraites, mais elle les réclame discrètement, sans faire de bruit dans la rue, et elle en est un peu gênée... La belle Roumanie ne demande pas d'augmentation des salaires, elle ne demande rien. Elle obéit aux patrons, et se révolte contre l'État, car elle s'estime comme faisant partie de la belle Roumanie des patrons ».

(Extrait d'un article publié sur une plateforme Internet de critique sociale, au moment des manifestations de Bucarest de février 2017)

La majeure partie des analyses, souvent faites « à chaud », présentent les manifestations de Bucarest, de février 2017 - contre le décret du gouvernement social-démocrate visant à alléger les peines encourues pour abus de pouvoir - comme la lutte des « citoyens », contre la « corruption » des tenants du pouvoir politique, et pour l'avènement *in fine* de l'état de droit dans cette ancienne « dictature communiste ». D'autres, bien moins nombreuses, les lisent sous l'angle de la mobilisation de classe et de la défense des intérêts de classe. Ces dernières lectures sont produites par des jeunes doté-e-s de capital culturel, politisé-e-s, ayant connu-e-s pour certain-e-s une mobilité étudiante à l'étranger, et composant désormais un véritable précaire intellectuel (Tasset, 2015). Elles sont diffusées en particulier sur des blogs et des plateformes Internet, qui s'emploient à dénoncer régulièrement les inégalités engendrées par les réappropriations locales du néolibéralisme. Il y est question tant de porter dans l'espace public la « cause d'une représentation de la société en classes » (Boltanski, 2008) que de se positionner, à travers la promotion d'une nouvelle offre de mise en récit et en catégories du social, contre les lectures dominantes des « transformations postsocialistes ». Ces dernières sont l'œuvre de celles et ceux (journalistes, hommes de lettres, philosophes, et diverses personnes se revendiquant de la « société civile » postcommuniste) qui, prenant le projet néolibéral pour un projet « civilisateur » tout en disqualifiant le communisme, demeurent aveugles aux reconfigurations de la structure sociale et aux nouvelles formes d'inégalités sociales. Elles renvoient souvent les processus de reclassement ou de déclassement social de certains groupes ou fractions de groupes au supposé talent personnel, et non pas aux effets sociaux des réformes néolibérales - quand elles ne tiennent pas ces processus pour des maux ou des sacrifices nécessaires à l'avènement de la démocratie et de l'économie de marché - idéaux à atteindre.

Les nouvelles lectures du monde social s'inscrivent par ailleurs dans une série de pratiques qui, depuis les années 2000 (Ban 2014), témoignent d'un certain regain d'intérêt pour une « analyse et une problématisation du social à travers le regroupement en catégories et en classes sociales » (Chauvel 2001, Lebaron, Perreira 2015) et pour la conflictualité de classe : réalisation de travaux universitaires en sciences sociales (thèses de doctorat, mémoires de master, etc.); production de publications savantes (articles de revue, chapitres de livre, numéro de revue, etc.); cristallisation des pôles institutionnels ou des groupes informels de travail autour de la « classe sociale » et des « rapports de classe »; mise en place de projets de recherche collectifs, multiplication à l'échelle nationale et internationale, de l'Europe Centrale et de l'Est des plateformes Internet proposant des analyses sur la « question économique et sociale »; mise à l'agenda public par certains États de l'étude de la thématique de « l'émergence des nouvelles

classes sociales » en vue de mieux ajuster les politiques publiques; mobilisations collectives au nom de la classe attestent en effet du regain d'intérêt évoqué plus haut.

Pour autant, toutes ces pratiques et productions n'envisagent pas les classes comme des entités socio-économiques, dotées d'une identité collective et conflictuelles; certains spécialistes - en particulier des sciences sociales - s'efforcent de construire un espace des classes sociales dans une visée plus descriptive, en regroupant des personnes ayant des statuts socio-économiques jugés proches.

Ce regain d'intérêt pour une lecture du monde social en termes de classe intervient dans un contexte historique spécifique - politique et intellectuel - qui, à l'état actuel des connaissances, semble commun aux régimes issus de la fin de la guerre froide. En effet, depuis les années 1990, la notion de classe sociale avait pratiquement disparu du langage académique sur les pays « post-socialistes » (catégorie à la fois politique et savante, socialement et historiquement construite, qu'il faudrait sans doute elle aussi repenser). Cette disparition avait été précédée de l'élimination du terme par la *doxa* des partis communistes. Les sociétés socialistes étaient censées ne posséder que deux classes non antagonistes (les paysans et les ouvriers) et une couche sociale (les intellectuels). Par la suite, ce vocabulaire disparut en même temps que le marxisme. Ce fût le cas dans les sociétés de l'Europe Centrale et de l'Est, mais aussi dans les pays asiatiques (Chine, Vietnam) entrés dans le « socialisme de marché ». Dans l'ensemble des situations, l'objectif est de dépolitiser le débat en évitant un langage marqué par le conflit et les rêves révolutionnaires. Dans une démocratie de marché, la stratification sociale est envisagée comme le résultat de trajectoires individuelles. La seule classe qui semble susciter l'intérêt est la classe moyenne, parce qu'elle est prise pour un socle de la démocratisation, et qu'il s'agit alors de construire (comme ce fût le cas de certains sociétés de l'Europe Centrale et de l'Est), ou bien parce que elle symbolise précisément la fin des sociétés de classe (comme ce fût le cas en Chine par exemple).

En parallèle, si pendant longtemps, les analyses en termes de classes ont joué un rôle important dans les travaux des chercheurs de l'Ouest, y compris à propos des pays socialistes, ce n'est plus le cas depuis les années 1990. Les théories dominantes considèrent que les populations des ex-démocraties populaires étant composées de citoyens égaux entre eux, il ne peut exister d'oppositions rigides mais seulement des « nuances » de condition sociale engendrées par la méritocratie. Quant aux pays réunis sous le vocable des pays au « socialisme de marché », le paradigme à l'œuvre parmi les chercheurs, qu'ils soient occidentaux ou autochtones, consiste à privilégier une ligne de fracture entre dominant-e-s et dominé-e-s et non pas entre classes sociales : d'un côté, une poignée de dictateurs, de l'autre, l'ensemble de la population.

En envisageant les classes comme des constructions politiques ou statistiques, cette journée d'études exploratoire voudrait revenir sur les conditions sociales, politiques et économiques de production d'un regain d'intérêt pour une approche en termes de classes sociales, en cours dans certains pays postsocialistes. Comment et pourquoi divers milieux sociaux (chercheur-e-s en sciences sociales, professionnel-le-s de la politique, journalistes, syndicalistes, militant-e-s, etc.) de certains pays contribuent-ils à la fabrique d'une représentation du monde social fondée sur une division en classes ? En quoi la grille d'appréhension en termes de classe s'oppose-t-elle ou au contraire s'articule-t-elle avec d'autres paradigmes mobilisés aujourd'hui en sciences sociales ou ailleurs ?

Comment les dispositions acquises par les agent-e-s lors des socialisations familiales, scolaires et politiques façonnent-elles une vision du monde divisé en classes ?

Par ailleurs, comment cette notion est-elle définie par ces agent-e-s ? Quels sont les critères employés pour dessiner les frontières d'une classe sociale ? Plus : comment les acteurs sociaux, et l'on songe en particulier aux sociologues, peuvent-ils travailler au concret avec cette notion dans un contexte où, à la suite des entreprises d'harmonisation des outils statistiques à l'échelle européenne, nombre de pays se réapproprient rapidement, au tournant des années 1990, la classification internationale ISCO (Plessz 2009, 2012, Cîrstocea, Hainagiu 2013), et disposent ainsi pour certains d'entre eux de nomenclatures professionnelles, et non pas socioprofessionnelles ? L'on sait qu'en France par exemple, c'est bien l'outil des PCS, ayant pour particularité de « rapprocher une nomenclature des métiers et une nomenclature des groupes sociaux » (Desrosières 2011), qui a justement permis d'opérationnaliser les classes.

Les spécialistes en sciences humaines et sociales, les professionnel-le-s de la politique ou autres faiseurs d'opinion de différents pays postsocialistes ne s'emparent pas de la même façon et avec la même intensité de ce « principe de classification et de ce facteur d'inégalité » (Boltanski 2008) pour lire le monde social. Il convient dès lors de se poser la question de savoir : Comment expliquer le différentiel d'investissement dans différents contextes nationaux de cette approche en termes de classes ? Comment les héritages nationaux des anciens modes de catégorisation du social, les reconfigurations des espaces savants et politiques, l'inscription (ou non) des divers pays dans des formes de circulation internationale des personnes, des idées et des paradigmes présentent-ils sur les degrés et les formes du renouveau récent des grilles de lecture du monde social en termes de classe ? Ainsi, dans le cas de figure de ces pays où la seule classe qui fait l'objet de toutes les attentions est la classe moyenne, comment et jusqu'à quel point peut-on véritablement parler d'un regain d'intérêt, même timide, pour une analyse en termes de classes sociales ?

Enfin, cette journée d'étude se propose de réfléchir aux gains heuristiques que l'on peut attendre d'une analyse en termes de classes. En quoi la notion de classe sociale permet-elle de mieux saisir les reconfigurations de la structure sociale mais aussi de mieux comprendre les mobilisations politiques dans les pays dits post-socialistes ?

PROGRAMME

9h : Accueil / Café

9h30-10h

Mot de bienvenue par Alain Dieckhoff, Directeur du CERI, Science Po

Mot d'introduction par Mihaela Hainagiu, EHESS et Jean-Louis Rocca, Sciences Po

10h-12h30 : **Statistique, Sociologie, Espace militant : espaces de production de nouvelles grilles d'appréhension du social ?**

Martine Mespoulet, Université de Nantes, CENS : *Sortie du communisme en Hongrie : Sociologues et statisticiens face à l'analyse de la structure sociale*

Izabela Wagner-Saffray, Université de Varsovie, Institut de Sociologie : *Retour ou résurrection ? La notion de classes dans les sciences sociales polonaises aujourd'hui*

Mihaela Hainagiu, EHESS, Paris, IRIS/CMH-ETT : *Co-construction et promotion d'une représentation du monde social divisé en classes en Roumanie : pôles institutionnels de production sociologique et militantisme des nouvelles fractions intellectuelles*

12h30-14h : Déjeuner

14h-15h40 : **Les enjeux des prises de position sur, pour et au nom de la classe moyenne**

Alexander Bikbov, Université d'État de Moscou, Centre de philosophie contemporaine et sciences sociales : *La classe moyenne russe, une réanimation du mort-vivant : contre la guerre civile et pour la consommation.*

Jean-Louis Rocca, Sciences Po, CERI, *Parler de classe sociale pour ne pas parler de politique : la moyennisation de la Chine.*

15h40-16h30 : **Travailler en sociologue avec la notion de la classe. Un exemple de recherche**

Marie-Laure Geoffray, Université Sorbonne Nouvelle Paris 3, CREDA : *Penser la conflictualité sociale à travers la notion de classes sociales à Cuba*

16h30-16h45 : Pause

16h45-18h : **Débat général**